

Europe 100 % fédérale : E. Macron la prépare ; le danger se rapproche

Posté le : 1 janvier 2024 10:58 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Concepts fondamentaux, Crise systémique, Attitudes

On ne le sait pas nécessairement, le Parlement européen a voté un vœu en faveur d'une renégociation des traités accélérant de façon décisive l'organisation des institutions dans un sens fédéral, les nations devenant des territoires privés de souveraineté. Ce vote n'a fait l'objet d'aucune publicité en France, alors qu'il marque la fin de jure et de facto de la souveraineté française. La seule réaction vite étouffée a été celle du RN expliquant que le vœu était entré dans la législation en vigueur, ce qui est naturellement faux.

Ce vœu est extrêmement important du fait des circonstances de son vote. Il a suivi des rencontres entre le chancelier allemand et le président français. Il se combine avec les discussions sur l'extension à 35 du nombre de membres de l'Union. Le méta accord franco-allemand prévoit que tous les États non-membres inscrits dans le périmètre de l'Europe physique entreront. Albanie, Serbie, Kosovo, mais aussi Géorgie et Ukraine. Cette intégration sera présentée comme ultra-souhaitable et exigeant une modification des traités. On reprendra l'antienne qui a si bien réussi : extension = fédéralisation.

Que veut dire fédéralisation : un gouvernement européen, prenant des décisions en liaison avec le Parlement européen, en toute souveraineté. Tout le champ des lois possibles est ouvert, en augmentant les prérogatives exclusives et en généralisant les cas partagés. Les décisions se prennent à la majorité. Les États ne peuvent plus s'opposer aux décisions de l'exécutif Européen. Des ressources fiscales affectées à l'Europe fédérale sont mises en place.

La question qui a été esquivée à ce stade est de savoir s'il y aura un président de l'Union élu au suffrage universel direct par tous les peuples de l'Union, ou si c'est le président de la commission qui le sera. Les rumeurs les plus insistantes évoquent le fait que Macron après ces habituelles hésitations, toujours fort longues, aurait opté pour une élection du Président de l'Union au suffrage universel, nommant un président de l'exécutif, chargé de faire adouber ses membres auprès du Parlement européen. Il viserait le poste de président de l'Union et non celui de chef de l'exécutif, un poste qui permet de pérorer sans mettre les mains dans la farine.

L'exercice narcissique et verbal des vœux a permis à Emmanuel Macron de jouer une nouvelle fois sur les mots et de tout dire sans rien dire vraiment.

Tout le monde a compris ce que signifie la scénarisation de la cérémonie des vœux. Dans le fond, au loin, une floraison de drapeaux tout sur le même plan, très éloignés du locuteur. Coquetterie trompeuse, le drapeau français, de même taille que les autres est en tête de gondole, suivi par le drapeau européen et la ribambelle des autres. Bientôt la permutation aura lieu. L'Europe d'abord et la ribambelle des « länder » derrière au loin. Avec Macron en majesté au premier plan comme futur Conducator de ce magma de nains. Devant les réactions, on fera dire qu'il s'agit seulement de symboliser l'année olympique. Pauvre Olympisme : réduit à des petits drapeaux au fond d'un jardin crépusculaire...

« L'année 2024 sera décisive » pour la construction européenne. 2 024 sera le moment du "stop ou encore". » Ou « on bloque l'Europe ou on progresse ». Saint Delors avec nous ! « Il faut augmenter

la souveraineté européenne ».

Comme en 2022 Emmanuel Macron veut conjurer son impuissance. L'année 2023 a été marquée par l'épreuve lamentable de la réforme des retraites. Il lui fallait une réforme à tout prix, dont celui de mettre en œuvre une réforme qu'il avait lui-même dénoncée comme mauvaise et ridicule pendant cinq ans. Il fallait tout accepter du Sénat pour faire croire qu'on agissait sur l'immigration et qu'il n'était pas impuissant ennd épité d'une majorité relative à l'Assemblée nationale. Faire croire ! La religion du macronisme. Et faire comme si.

Rappelons-le inlassablement. Il ne peut pas y avoir deux souverainetés en même temps. Si on veut la souveraineté européenne, ce ne peut être qu'en abandonnant la souveraineté nationale française.

Alors il faut évidemment stigmatiser l'indécence des oxymores accumulés par ce discours odieux.

- Tous les secteurs régaliens sont effondrés après six ans de macronisme tatillon.
- Les profs d'école continuent de se faire tuer, notre place dans le classement Pisa s'effondre dans les profondeurs.
- L'insécurité n'a jamais été aussi importante.
- Le « séparatisme » de la « rue arabe » n'a jamais été aussi marqué avec des émeutes urbaines et des ratonnades anti françaises.
- La justice est effondrée avec des juges en dissidence vis-à-vis des lois.
- L'armée est dans un état navrant, à côté de la plaque côté équipements, virée d'Afrique, en sous-effectif radical en cas de guerre classique.
- Notre écologie à la française si aimée de tous nous fait accumuler des amendes d'un milliard d'euros tous les ans.
- Après avoir tenté de détruire l'industrie nucléaire avec les conséquences dramatiques que l'on sait, le voilà en tête de la « start-up nation » dans le nucléaire et l'Intelligence artificielle.
- Voilà qu'alors qu'il a laissé entrer près de 2 500 000 immigrés majoritairement africains et musulmans dans le pays, il clame son succès dans la régulation de l'immigration et le formidable appui de l'Europe qui lui impose de prendre des allocations d'immigrés arrivés dans d'autres pays, sous peine d'amende.
- Alors que le chômage n'a jamais réussi à descendre en dessous de 7 % dans les phases hautes de conjoncture et que la récession qui arrive détériore à nouveau la situation, il fait semblant d'avoir eu des résultats triomphants.
- Parler de défense de la langue française alors qu'il bloque l'interdiction de l'écriture genrée dite inclusive est une farce sinistre. Surtout qu'il multiplie les allocutions en anglais de cuisine chaque fois qu'il le peut.

Oui, rarement on a vu un tel esprit de fausseté à la tête de l'Etat et un tel mépris pour les Français considérés comme assez nuls pour gober ce discours fantasmagorique sans réagir. Affirmer que la France avait dix ans de retard à son arrivée en 2017 et qu'elle aura dix ans d'avance en 2027 à son départ est ahurissant, presque dément.

Mais ce sale état d'esprit n'est rien à côté des risques pour la France de la politique menée par Emmanuel Macron pour préparer son « job d'après ». Il va forcer le pays à ingurgiter de l'europhisme à gros bouillon et à forcer la main au pays en dû temps, en jouant à mort la carte fédérale en Europe. C'est-à-dire l'extinction de 1 500 ans d'histoire française.

Curieusement François Xavier Bellamy refuse d'enfourcher la dénonciation de ce projet. Sa dernière intervention est de petite politique, stigmatisant la vacuité des députés européens RN et le suivisme bétassin des députés macronistes. Ciotti se tait également.

Sans doute se préparent-ils à la bataille et ne veulent-ils pas gâcher leur munition avant l'heure décisive.

Il aurait été préférable de dénoncer tout de suite une évolution mortifère pour la France historique et annoncer à Emmanuel Macron que LR votera la censure à répétition s'il se lance dans cette œuvre de démolition.